



MARCHE DE « TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION »

FOURNITURE, INTEGRATION ET MAINTENANCE D'UN LOGICIEL DE GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE POUR LES BESOINS DE L'EPF D'OCCITANIE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-cadre passé en procédure adaptée en application des articles L. 2123-1
R.2123-1 1°, R.2162-1 à 6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

Références : M2025/08

Date limite de réception des offres :

Le 1^{er} Avril 2025 à 12h00

Par voie dématérialisée exclusivement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726069&orgAcronyme=d4t>

SOMMAIRE

1.	<i>Objet étendue de la consultation</i>	3
2.	<i>Durée du marché</i>	3
3.	<i>Dispositions générales</i>	3
3.1	Allotissement	3
3.2	Forme du marché	4
3.3	Mode de financement et de règlement	4
3.4	Groupement d'opérateurs économiques	4
3.5	Modification de détail au dossier de consultation	4
3.6	Codes de nomenclature	4
3.7	Contenu du dossier de consultation	4
3.8	Unité monétaire et Langue	5
4.	<i>Délais d'exécution ou de livraison</i>	5
5.	<i>Délais de validité des propositions</i>	5
6.	<i>Modalités d'obtention du dossier de consultation</i>	5
7.	<i>Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres</i>	5
7.1	Présentation des plis	5
7.1.1	Les pièces relatives à la candidature	5
7.1.2	Les pièces relatives à l'offre	6
7.2	REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE	6
8.	<i>Analyse et classement des candidatures et des offres</i>	8
8.1	Critères de jugement des offres	8
8.2	Modalités de calcul des notes	8
9.	<i>Variantes - Négociations</i>	9
9.1	Variantes	9
9.2	Négociations	9
10.	<i>Renseignements complémentaires</i>	9
10.1	Demande de renseignements complémentaires	9
10.2	Instance chargée des procédures de recours contentieux	9
10.3	Introduction des recours contentieux	9

1. OBJET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur l'attribution d'un marché de fourniture et intégration d'une solution logicielle de gestion financière et comptable ainsi que la réalisation de prestations associées : paramétrage, reprise des données, formation, maintenance corrective et évolutive...

L'objectif est de disposer d'un logiciel opérationnel au 1er janvier 2026 (démarrage de la phase VSR) afin de permettre à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie de répondre à ses obligations légales et réglementaires en matière de gestion financière et comptable.

La description du cadre juridique régissant l'établissement ainsi que le détail de ses besoins et de son environnement figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. DUREE DU MARCHÉ

L'accord cadre est conclu pour une durée courant à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2026.

Sauf décision contraire du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché au plus tard un mois avant son échéance, le marché pourra être reconduit pour une période annuelle courant du 1er janvier au 31 décembre 2027.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction. Aucune indemnité ne lui est due en cas de non-reconduction.

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1 ALLOTISSEMENT

En raison de l'indivisibilité des prestations de fournitures et de maintenance du progiciel, et des prestations qui leurs sont associées, la consultation ne peut donner lieu à un allotissement.

La consultation porte ainsi sur un marché unique décomposé en 3 postes définis comme suit :

Poste 1 – Prestations forfaitaires de fourniture, installation, intégration du logiciel et formation :

- La préparation de la solution par l'éditeur/intégrateur en lien avec l'établissement ;
- L'arbitrage sur la réalisation d'éventuels développements spécifiques ;
- Le Paramétrage ;
- La reprise des données vivantes et intégration des données de base ;
- La formations des utilisateurs référents : les premiers utilisateurs de l'outil devront être formés par le titulaire pour être opérationnels pour la période de vérification d'aptitude.
- La fourniture des manuels d'utilisation.

Poste 2 : Prestation forfaitaire de maintenance applicative et assistance des utilisateurs

La maintenance applicative comprend la maintenance corrective, l'assistance téléphonique et la télémaintenance.

Poste 3 – Prestations complémentaires sur bons de commande comportant notamment :

- La fourniture de licences complémentaires ;
- La reprise de données supplémentaires,
- La réalisation de développements spécifiques
- Des modifications de paramétrage
- Des formations supplémentaires.

3.2 FORME DU MARCHÉ

Le marché constitue un accord-cadre à bons de commande, mono attributaire, passé en procédure adaptée en application des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2131-12 2°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, sans indication de montant minimum et **dans la limite d'un montant maximum de 210 000 € HT (tous postes confondus).**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins sans négociation ni remise en concurrence, dans les conditions fixées dans le CCAP.

3.3 MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le financement sera basé sur le budget de l'EPF.

Le règlement des dépenses se fera par virement administratif. Le paiement interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des factures.

3.4 GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

En application des articles R. 2142-19, R. 2142-20 et R. 2142-22 du Code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Toutefois, pour des motifs tenant au calendrier d'exécution des prestations et aux enjeux que présente le marché pour le bon fonctionnement de l'activité de l'établissement, la forme de groupement imposée par la personne publique à l'attribution du marché, est celle du groupement solidaire.

Conformément aux dispositions de l'article et R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de candidats membres de plusieurs groupements.

Conformément aux dispositions de l'article et R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de candidats membres de plusieurs groupements.

3.5 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

3.6 CODES DE NOMENCLATURE

48442000-8- Logiciels pour systèmes financiers

48443000-5- Logiciels comptables

72212442-9 Services de développement de logiciels financiers

72212443-6 Services de développement de logiciels comptables

3.7 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières (décomposition du prix global et forfaitaire et le bordereau des prix unitaires) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Le cadre de réponse obligatoire valant mémoire technique.

3.8 UNITE MONETAIRE ET LANGUE

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s). Le candidat devra impérativement présenter son offre en français.

4. DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Les délais d'exécution des prestations sont indiqués dans le CCAP et le CCTP.

5. DELAIS DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de **4 mois** à compter de la date limite réception des offres.

6. MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les dossiers de consultation sont disponibles sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE ». Les modalités de téléchargements des dossiers sont précisées sur le site d'hébergement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726069&orgAcronyme=d4t>

7. MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

7.1 PRESENTATION DES PLIS

7.1.1 Les pièces relatives à la candidature

Le pli remis par les candidats comporte obligatoirement :

1 - La lettre de candidature (LC) et habilitation du mandataire par ses co-traitants dûment datée et signée par la personne habilitée (formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent) pour justifier :

- Qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141 1 à 5 et L 2141-7 à 11 du Code de la commande publique ;
- être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2 - Une déclaration sur l'honneur (ou formulaire DC 2) pour justifier :

a) Ses capacités professionnelles et techniques :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, assortie des attestations de bonne exécution pour les marchés les plus importants (références de marchés similaires exécutés ou en cours);

- Titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celles du marché public ;

- Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

3- Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (il est conseillé de produire ces pièces dès la remise des plis) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les formulaires cités ci-dessus sont téléchargeables sur le site du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Pour chaque co-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra justifier des mêmes documents que ceux précités.

Les attestations ou certificats ci-dessus mentionnés doivent être rédigés en langue française.

7.1.2 Les pièces relatives à l'offre

1. L'acte d'engagement ;
2. Le bordereau des prix unitaires et la décomposition du prix global et forfaitaire ;
3. Le cadre de réponse valant mémoire technique dûment complété.

Le défaut de production d'une des pièces précitées rendra l'offre irrégulière et entraînera l'élimination du candidat. De même, les candidats n'utilisant pas les cadres fournis dans le DCE seront éliminés.

7.2 REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

L'article R. 2132-7 du Code de la commande publique dispose que « Sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu par voie électronique.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques. »

Sur les modalités de transmissions du pli par voie dématérialisé : Les candidats transmettent leur candidature et offre exclusivement par **voie électronique, effectuée sur le profil** acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726069&orgAcronyme=d4t>

Les plis dématérialisés devront être déposés avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Tout pli parvenu hors délai sera éliminé.

Il est rappelé aux candidats qu'ils devront impérativement remettre leurs plis au plus tard :

Le 1^{er} avril 2025 à 12h00

Le pli sera considéré **comme hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.**

La signature électronique n'est pas obligatoire mais il est vivement conseillé de signer électroniquement.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clés USB...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur, sauf pour les échantillons et maquettes si le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

Si une **nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat**, celle-ci **annule et remplace l'offre précédente.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « *copie de sauvegarde* », ainsi que **le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.**

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté par le pouvoir adjudicateur, ne font pas l'objet d'une réparation.

Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte. Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours. Si le fichier ne peut pas être réparé, le pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé, à l'adresse de l'acheteur figurant dans l'acte d'engagement, et comporte obligatoirement la mention « *copie de sauvegarde* », ainsi que **le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.**

Tous les documents doivent impérativement être signés par une personne habilitée. Les signataires utilisent le certificat de leur choix parmi l'une des trois catégories définies par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics (annexe 12 du code de la commande publique. Toutes les catégories de certificats conformes au RGS ou à des conditions de sécurité équivalentes sont utilisables sous réserves que le certificat soit utilisable pour les marchés publics.

Les candidats trouveront également sur le site ci-après, le Guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf

L'EPF se réserve la possibilité de re-matérialiser les pièces et de procéder à leur signature de façon manuscrite.

8. ANALYSE ET CLASSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'offre sera analysée et notée à partir des critères pondérés suivants :

Critère n°1 : Valeur technique 70%	
Composition, expérience et organisation de l'équipe dédiée au projet	10 %
Qualité du logiciel présenté, étendue et pertinence des fonctionnalités proposées au regard des besoins exprimés dans le CCTP	20 %
Méthodologie et organisation mise en œuvre pour assurer la migration des données	15 %
Qualité du plan de formation	5 %
Qualité de la maintenance et de l'infogérance proposées : <ul style="list-style-type: none">- Organisation et processus internes- Dispositif(s) mis à disposition pour signaler les dysfonctionnements- Engagement sur la réduction des délais de rétablissement (GTI/GTR)	10 %
Précision et pertinence du calendrier d'exécution au regard des jalons fixés par les pièces du marché	10 %
Critère n°2 : Prix 30 %	
Ce critère sera noté sur la base des prix forfaitaires des prestations relevant des postes 1 et 2 (25 %) et du poste 2 (DQE masqué 5 %)	30 %

8.2 MODALITES DE CALCUL DES NOTES

- Critère technique

Une note sera attribuée à chaque sous-critère en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat, de sa qualité, de son exhaustivité et de son adéquation aux besoins exprimés dans le CCTP.

Une note correspondant à la somme des notes obtenues par sous-critère sera établie.

- Critère 2 : prix

Pondération% * $\left[\frac{\text{Montant de la simulation financière la plus basse}}{\text{Montant de la simulation financière proposée par le candidat}} \right]$ = Note attribuée au candidat

Une note globale correspondant à la somme des notes finales attribuées pour les deux critères sera établie et permettra de classer le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée en première position.

9. VARIANTES - NEGOCIATIONS

9.1 VARIANTES

Conformément à l'article R. 2151-8 du code de la commande publique, les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

9.2 NEGOCIATIONS

L'EPF se réserve la possibilité de négocier avec les trois candidats les mieux classés, suite à une première analyse des offres reçues. Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques financières et techniques de l'offre.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de jugement des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Le marché pourra également être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats pourront, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires, par voie électronique, et via le profil acheteur jusqu'au **27 mars 2025 à 12h00** :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2726069&orgAcronyme=d4t>

Une réponse sera apportée au plus tard le **28 avril 2025**.

10.2 INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

Toute demande d'information sur les voies et délais de recours doit être formulée auprès de la juridiction suivante :

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

10.3 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les tiers dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.